

LE COMITÉ CENTRAL N'A PAS TRANCHÉ LA QUESTION

Le nombre de mandats présidentiels divise le FLN

Le Front de libération nationale a clôturé, hier lundi, les travaux de la session de son comité central sans trancher une question d'une brûlante actualité : celle relative à la limitation de nombre de mandats présidentiels. «Les membres du comité central sont divisés sur cette question», expliquera Abdelaziz Belkhadem.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -Réelle divergence ou attitude relevant du tactique ? Une certitude en tout cas : le parti majoritaire, que préside, pour rappel, Abdelaziz Bouteflika, se présentera chez la commission Bensalah, après-demain jeudi, sans avoir de proposition officielle à formuler sur cette question. C'est d'autant plus certain que Abdelaziz Belkhadem précisera, lors d'une conférence de presse à l'issue des travaux du CC, : «Nous allons soumettre cette question pour la base. Et le parti ne se prononcera officiellement qu'à l'occasion d'une session extraordinaire du comité central.» Une session qui interviendra en juillet ou en automne prochain. Le FLN, rappelons-le, était le premier parti à avoir appelé à l'amendement de l'article 74 de la Constitution et la levée de la limitation des mandats présidentiels pour permettre à Bouteflika de se représenter en avril 2009. D'où ce commentaire de Belkhadem : «Si vous voulez mon avis personnel, moi je suis pour un mandat présidentiel de cinq ans renouvelable. C'est au peuple de choisir. Je sais que c'est devenu à la mode, cette histoire de limitation de mandats présidentiels à deux. Mais moi je suis d'avis à ce que le peuple choisisse autant de fois qu'il le veut, le président qu'il veut.»

Pour rappel, la commission Bensalah devra remettre à Bouteflika, début juillet, le rapport final portant synthèse des consultations qu'elle mène depuis le 21 mai dernier. On en conclu aisément que l'ex-parti unique ne veut tout simplement pas se prononcer sur la question.

Contrairement à ses deux partenaires dans l'Alliance présiden-

tielle, le RND et le MSP qui se sont publiquement prononcés, eux, pour la limitation à deux mandats pour tout président de la République.

«La médiation secrète de Boualem Benhamouda»

Lors de la session du Comité central ou de la conférence de presse l'ayant sanctionnée, Abdelaziz Belkhadem était étonnamment confiant à chaque fois qu'il était question du «mouvement de redressement». Un mouvement qui, depuis octobre 2010, a occasionné beaucoup de dégâts dans les rangs du parti en réussissant à drainer des foules de cadres et de militants.

Deux ministre en exercice, un ambassadeur, Hadjar en l'occurrence, d'anciens ministres et de

hauts cadres de l'Etat en font d'ailleurs partie. Mais les choses ont connu une nette évolution depuis quelques jours.

De source digne de foi, nous avons appris, en effet, que des négociations secrètes ont lieu entre les deux parties. Des négociations que mènent quatre ténors du parti, à savoir Boualem Benhamouda, Mustapha Cherchali, Ahmed Sbaâ et Affane Guezane Djillali. Ces quatre personnalités ont entamé, indique notre source, des pourparlers, au nom de la direction du FLN, avec quatre autres ténors du FLN qui se sont retrouvés de «l'autre côté» : Salah Goudjil, Abderrezak Bouhara, Abdelkrim Abada et Mohamed Boukhalfa.

«Les deux parties ont commencé les discussions à la veille de la session du comité central et les choses évoluent dans le bon sens.» Voire même qu'un accord final ne tarderait pas à être conclu, à en croire notre source. D'ores et déjà, les deux parties ont convenu de la tenue d'une session extraor-

ABDALLAH DJABALLAH DÉCLINE L'INVITATION DE BENSALAH

«J'ai déjà saisi Bouteflika sur l'urgence des réformes»

L'ex-candidat à la présidentielle de 1999, Abdallah Djaballah, a décliné l'invitation qui lui a été adressée par le président de l'Instance de consultations sur les réformes politiques. Le refus est contenu dans une lettre que l'intéressé avait adressée à M. Bensalah en date du 1^{er} juin dernier.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -Toutefois, au-delà du refus de prendre part à ces consultations, Abdallah Djaballah a signifié au président de l'Instance de consultations sur les réformes politiques qu'il a déjà «saisi le président de la République en date du 1^{er} mars 2011, l'invitant à enga-

ger des réformes globales et profondes en associant toutes les parties et opinions existants au sein de la société à travers la tenue d'une conférence nationale ou congrès lors desquels seront débattues les questions relatives aux réformes et autres conditions pour l'édification d'un Etat tel que

dinaire du comité central pour fin juillet ou début septembre et qui sera baptisée «session de la paix ou de la réconciliation». Il est prévu, à l'occasion, de procéder à un remaniement dans la composante du bureau politique, en guise de concession de Belkhadem pour les redresseurs.

Reste le cas Hadjar : l'actuel ambassadeur d'Algérie au Caire, dont le poids est certain à l'intérieur du FLN, avait multiplié les rencontres à son domicile à Alger à la veille de la tenue du comité central dans l'espoir d'isoler l'actuelle direction du parti. Puis refuse de participer au dernier comité central en guise de mécontentement. Quelle serait alors sa position par rapport à la médiation en cours et qui a lieu manifestement à son insu

«J'ai rencontré Sahnouni en tant qu'individu»

Belkhadem mène-t-il des négociations secrètes avec les dirigeants du FIS dissous pour le compte de Abdelaziz Bouteflika ?

Cette rumeur a fait couler beaucoup d'encre ces derniers temps. D'aucuns sont même allés jusqu'à parler d'un accord secret qui se tramait entre le pouvoir et le FIS. Et après le démenti catégorique et sans nuance du Premier ministre Ahmed Ouyahia, voilà ce que répondra Belkhadem.

«Je n'ai pas à démentir ou à infirmer une chose dont je ne suis pas au courant.» Il s'explique : «Certes, j'ai eu à rencontrer le frère Hachemi Sahnouni ainsi que d'autres frères d'ailleurs. A leur demande. Mais moi, je les ai rencontrés en tant qu'individus mais pas en tant que dirigeants du FIS. Et ils ont parlé de la charte pour la paix et la réconciliation nationale que le peuple algérien a approuvée.»

A la question de savoir pourquoi lui spécialement et non pas un autre membre du pouvoir, le SG du FLN eut cette réponse : «Allez leur demander à eux pourquoi ils ont choisi de me solliciter, moi.»

K. A.

défini par les principes du 1^{er} Novembre 1954». Abdallah Djaballah, qui a rappelé les principes du dialogue à M. Bensalah, a indiqué à ce dernier que «la véritable réforme doit être celle qui s'inspire de la majorité».

«Une réforme qui doit prendre en considération l'intérêt général à travers la participation de tous les acteurs et cela ne peut se réaliser qu'à travers un congrès ou une conférence à laquelle prendront part toutes les opinions et ceux qui ont une place au sein de la société», a-t-il indiqué.

Pour l'ex-candidat à l'élection présidentielle et «président légitime» du parti El Islah, «la réforme globale et générale dans notre pays exige des réformes des hommes, des lois et des institutions et tous ceux qui croient véritablement aux réformes démocratiques».

En somme, pour Abdallah Djaballah, «le plus important a été dit au premier magistrat du pays et la solution se trouve entre les mains de celui qui croit véritablement en la réforme démocratique». **A. B.**

La lettre de maître Moncef Benouniche à Abdelkader Bensalah

Monsieur le Président,

Je tiens, tout d'abord, à souligner que je ne suis sûrement pas sur la liste des personnes que vous comptez recevoir pour recueillir les points de vue sur les réformes envisagées par le chef de l'Etat, qu'il n'y a, d'ailleurs, aucune raison pour que j'y figure et que, en vérité, je m'en réjouis.

Le citoyen, engagé et convaincu que seule la République (res publica, chose publique insusceptible d'appropriation privée) peut être le socle fondateur du lien social, souhaite s'adresser à vous pour vous dire tout le mal qu'il pense (cela, aussi, lui arrive encore malgré tous les efforts déployés pour détruire tout ce qui y ressemble) de la démarche, de la méthode et du principe même de la mission qui vous a été confiée et qui consiste à tout changer pour que tout reste pareil.

Il faut bien se rendre compte qu'un demi-siècle est — à l'échelle de la vie d'un humain en tout cas — une période de temps tout à fait considérable et qu'il est inacceptable d'imposer une «gestion» du temps aussi méprisante et perverse destinée à geler ce qui ne saurait n'être pas soumis à l'évolution qualitative ; est-t-il nécessaire de rappeler cette sagesse incontestable qui précise que le pays n'est pas un legs des parents mais un prêt des enfants ?

République et lien social, citoyenneté et intérêt général, bien public et solidarité, respect et Etat de droit..., c'est cela que réclament avec force les «indignés» d'Algérie qui, très certainement, se posent la question de savoir s'il y a plus de raisons de rester ensemble que de se quitter ; question simple et terrible à la fois qui interroge le vivre-ensemble et le projet commun sans lequel aucune construction commune n'est possible, aucun avenir commun concevable. Ceux qui choisissent d'«être mangés par les poissons plutôt que par les vers» sont une épouvantable illustration de ce qui précède.

Monsieur le Président, répondre de façon aussi misérablement politicienne à une exigence de bouleversement social qui place l'homme au centre de toute préoccupation est une faute grave au regard des conséquences incommensurables qu'elle génère.

Chacun, dans ce pays, peut observer les multiples colères qui, partout dans ce pays, s'expriment pour dire le refus d'une mauvaise vie sans cesse plus étouffante, d'un système éducatif sans projet autre que la reproduction à l'identique de tout ce qui existe, d'une politique sanitaire qui conduit au matraquage des médecins protestataires, d'une politique judiciaire à laquelle

nul Algérien n'accorde le moindre crédit, d'une politique de l'information totalement cadennassée...C'est, évidemment, autres choses dont nous avons besoin aujourd'hui et certainement pas d'une simple réforme de la Constitution — engagée par le système pour sa perpétuation —dont nous savons le peu de signification accordé par ceux-là mêmes qui en sont les gardiens ; il apparaît que c'est, d'abord, le respect de celle-ci qui aurait pu être la condition minimale pour donner crédit à la démarche dont vous avez la charge. En effet, pourquoi réformer une Constitution qui organise le maintien de ceux qui, bardés de certitudes, ont pour attitude son viol permanent et impuni ? Que signifie cette préoccupation devenue majeure des droits de la femme alors que l'égalité entre citoyens est un principe fondateur violé par un code de la famille inconstitutionnel et, peut-être, le plus archaïque du monde ?

Qu'est-ce que cette préoccupation soudaine relative à la société civile et au droit associatif exprimée par ceux là-mêmes qui ont formaté une société anémiée devenue étrangère à tout sens du débat ?

Comment les mêmes peuvent-ils faire une chose et son contraire ?

Comment être à l'écoute d'un des peuples les plus jeunes du monde, d'une

jeunesse magnifique et désespérée quand, très précisément, tout a été fait pour la désespérer, lui interdire toute perspective autre que la fuite, l'immolation ou la servitude. Il reste, cependant, que les colères éparpillées peuvent aussi se rencontrer et fédérer leurs énergies — l'histoire la plus récente de nos voisins immédiats le prouve amplement — mais cela suppose, bien sûr, la traduction politique de la colère.

Monsieur le Président, croyez bien que je mesure l'immensité — et l'incongruité surtout — de la mission qui vous a été confiée dans la mesure où le résultat assigné est, très précisément, la perpétuation d'une situation caractérisée par la rupture, sans doute définitive, entre les jeunes gouvernés et les gouvernants grabataires.

Aucun changement ne peut être envisagé dans le système corrompu et autiste que subit le peuple depuis un demi-siècle ; il est temps de changer de système pour répondre à l'exigence de démocratie et de liberté hurlée par une population qui souhaite trouver plus de raisons de rester ensemble que de se quitter.

Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes sentiments citoyens.

Moncef Benouniche, citoyen démocrate